

Thèse de doctorat en sociologie de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan

Présentée par Anne Revillard

**La cause des femmes dans l'État :
Une comparaison France-Québec (1965-2007)**

Thèse présentée et soutenue à Cachan
le 23 novembre 2007 devant le jury composé de :

Patrice DURAN	Professeur - ENS Cachan	Président
Jacqueline HEINEN	Professeure - UVSQ	Rapporteure
Pierre MULLER	Directeur de recherche - CEVIPOF	Rapporteur
Yolande COHEN	Professeure - UQAM	Examinatrice
Jacques COMMAILLE	Professeur - ENS Cachan	Directeur
Jane JENSON	Professeure - Université de Montréal	Directrice

Institut des sciences sociales du politique (ISP)
(pôle ENS Cachan – CNRS – UMR 8166)
61, avenue du Président Wilson, 94235 Cachan Cedex (France)

Résumé

La cause des femmes dans l'Etat : une comparaison France-Québec (1965-2007)

Cette thèse s'intéresse aux conditions de possibilité et aux modalités de défense de la cause des femmes dans l'appareil d'Etat, à partir d'une étude comparative des instances étatiques ayant pour mission officielle de promouvoir le statut des femmes en France et au Québec depuis les années 1960. Prenant appui sur les archives de ces instances ainsi que sur des entretiens avec leurs responsables et leur personnel, cette recherche relève d'une sociologie historique et comparative de l'Etat, intégrant les apports de la sociologie du droit, du genre et des mouvements sociaux. Au-delà de l'analyse de la genèse et de la consolidation des institutions étudiées, cette thèse s'intéresse à la manière dont la cause des femmes est définie en leur sein. De ce point de vue, l'analyse comparative permet d'identifier deux référentiels distincts de la politique à l'égard des femmes en France et au Québec, l'un centré sur l'égalité professionnelle et l'autre sur l'autonomie économique. Ces différences, en tant qu'elles engagent des rapports distincts aux questions familiales, peuvent être reliées à une économie différente des relations entre féminisme et familialisme dans chaque contexte socio-historique. La démarche comparative permet ainsi de montrer comment le rapport de force et les relations variables entre défenseurs de la cause des femmes et défenseurs de la cause de la famille, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Etat (instances gouvernementales, mouvements sociaux, producteurs d'expertise), influencent la définition de la cause des femmes dans l'Etat. Cette influence est d'abord établie à partir d'une analyse des orientations d'ensemble de la politique à l'égard des femmes, puis à partir d'une étude plus ciblée portant sur les interventions des instances étudiées dans les débats juridiques ayant trait aux conséquences financières du divorce (pensions alimentaires, prestation compensatoire, définition des régimes matrimoniaux).

Mots clés : féminisme d'Etat, mouvement des femmes, genre, politiques publiques, droit de la famille, divorce, politique familiale

Summary

Women's advocacy within the state: a France-Quebec comparison (1965-2007)

This research analyzes the preconditions and forms of women's advocacy within the state, based on a comparative study of the activities of governmental bodies in charge of furthering women's status in France and Quebec since the 1960s. The theoretical framework integrates a comparative and historical sociology of the state with inputs from sociolegal studies, social movements theory and the sociology of gender. The research draws on archives, as well as interviews with the heads and administrations of these governmental bodies. Beyond an analysis of the genesis and institutionalization of women's advocacy within the state, the main focus is on the way « women's cause » is defined in this particular institutional setting. In this respect, based on the comparative analysis of women's policy in France and Quebec, two different definitions of women's cause (or « referentials ») can be identified, the former focusing on equal employment, and the latter on financial autonomy. These differences, in so far as they relate to distinct attitudes towards family issues, can be linked to differences in the relationships between feminism and familism in each sociohistorical context. Indeed, comparative analysis shows that the context-specific balance of powers and the various relationships that may unfold between women's rights advocates and family values advocates, within and without the state (state agencies, social movements, experts), influence the way women's cause is conceived within the state. First inferred from an analysis of the general directions of women's policy, this influence is then demonstrated based on a more specific study of the strategies developed by women's policy agencies in the legal debates regarding the financial consequences of divorce (alimony, compensatory allowance, definition of the matrimonial regimes).

Keywords : state feminism, women's movement, gender, public policy, family law, divorce, family policy